

savoir que la sécurité internationale était faite d'autre chose que de la simple force militaire. Les porte-parole de la Conférence des Évêques catholiques du Canada et d'autres Églises canadiennes furent unanimes à démontrer l'impossibilité de bâtir un monde de paix et de sécurité dans l'injustice.

Le professeur Humphrey de la Fondation canadienne pour les droits de la personne mit en lumière le fait que l'Institut devait, de toute nécessité, apprendre à dépasser les simples symptômes de l'armement ou du surarmement pour voir, à la racine de ces phénomènes, le malaise politique et social qui en est l'origine.

Comme le disait le représentant de la Fédération arabe du Canada, le nouvel organisme pouvait puissamment aider à comprendre ce qui sert de "soubassement aux conflits". Ernie Regehr du Comité central des Mennonites affirma avec force que la paix ne pouvait émerger qu'à partir de conditions de justice dans le monde et que c'était sur la question de savoir de quoi est faite cette notion de sécurité dans le monde que l'Institut devrait faire porter le gros de ses efforts. Alan Rose du Congrès juif mit en garde, cependant, contre l'illusion de penser pouvoir construire une paix durable en l'absence de sécurité ou discuter des droits de la personne en dehors de toute référence à l'Acte final d'Helsinki. Une tâche qu'on pourrait utilement confier à l'Institut serait de faire l'analyse de "toute la litanie des accords signés et violés par l'Union soviétique".

Ayant ainsi établi la nécessité de dépasser le stade des seuls symptômes de la crise internationale et de savoir nous concentrer sur les vraies causes qui en sont les sources proches ou lointaines, les participants au débat du Comité des Affaires extérieures et de la Défense nationale nous invitent à voir quels moyens ou quelles catégories de moyens pourraient être mis en oeuvre pour en arriver à dégager des projets de solutions valables et durables. Ce but ne peut être atteint qu'à l'aide de la recherche. Une recherche réalisée au sein de l'Institut lui-même ou en "collaboration avec d'autres instituts canadiens et internationaux". Le professeur Henry Wiseman de l'Université de Guelph en Ontario déclara à cet effet que "l'Institut ne parviendra à se doter d'une identité et d'une perspective canadiennes qu'à la condition de faire de la recherche ponctuelle sur des problématiques typiquement canadiennes, mettant au point des solutions également canadiennes". Pour établir sa réputation, l'Institut doit entreprendre cette recherche lui-même, grâce à un groupe d'experts relevant directement de sa juridiction; il ne doit pas pour autant négliger d'encourager des études ailleurs au Canada dans les divers domaines intéressant sa compétence. Suit un aperçu des sujets qui pourraient utilement faire l'objet de telles

études, selon certains de ceux qui intervinrent dans les discussions en comité.

La Conférence des Évêques catholiques du Canada a cité Sa Sainteté Jean-Paul II sur la nécessité "de se doter des instruments de concertation et de dialogue dont elle a besoin pour survivre et donc des institutions indispensables à la construction de la justice et de la paix."

Monsieur Douglas Roche, ancien député et actuellement ambassadeur du Canada au Désarmement, proposa une action allant dans le même sens, de la part de l'Institut, soit "promouvoir des politiques internationales propres à remplacer le système actuel de dissuasion par un programme de sécurité collective". Monsieur Norman Alcock du Mouvement canadien pour une fédération mondiale souligna que l'Institut devrait étudier le rapport qui existe entre le désarmement et l'indispensable condition de la sécurité. Dans l'éventualité d'un désarmement général, il faudrait prévoir la mise en place d'institutions internationales beaucoup plus fortes et des forces armées permanentes capables de maintenir la paix : "Nous ne pouvons nous payer le luxe d'un désarmement nucléaire ou conventionnel qu'à la condition de pourvoir à l'aménagement de systèmes de sécurité propres à assurer une solution de rechange."

Monsieur Firdaus Kharas de l'Association canadienne pour les Nations Unies suggéra, à son tour, la mise en chantier, en priorité, d'une étude sur le rôle des Nations Unies dans le monde.

Voici quelques autres sujets susceptibles d'analyse mis de l'avant par d'autres "témoins" : les liens qui existent entre les droits de la personne et la sécurité; les liens entre le développement des peuples et le désarmement; les aspects pratiques d'une négociation avec les Soviétiques; les techniques utilisées dans les domaines du règlement des conflits et de la réduction des tensions internationales. Le président de l'Association "Science for Peace" fit valoir la nécessité de se pencher sur l'opportunité d'une approche behavioriste et psychologique dans nos relations avec le bloc soviétique. Le Dr. Hanna Newcombe du "Peace Research Institute-Dundas" mit l'accent sur le besoin d'une éducation à la paix et d'une production de matériel didactique propre à la promouvoir. L'Institut devrait, à tous égards, se laisser guider dans ses choix par les bonnes idées qui peuvent lui parvenir du secteur privé.

L'INDÉPENDANCE DE L'INSTITUT

La nécessité de l'indépendance de l'Institut sur les plans de la pensée et de l'action était chose acquise dès avant la soumission de l'avant-projet à la Chambre des Communes le 16 avril 1984. En effet, une